

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 26/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/08/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOLVAY Rhodia Opérations

site de Salindres
rue Jean Moulin
30340 SALINDRES

Code AIOT : 0006601578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/08/2022 dans l'établissement SOLVAY Rhodia Opérations implanté Quartier Usine 30340 SALINDRES. L'inspection a été annoncée le 24/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVAY Rhodia Opérations
- Quartier Usine 30340 SALINDRES
- Code AIOT : 0006601578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

Groupe international de chimie, Solvay réalise 90 % de son chiffre d'affaires dans des activités où il figure parmi les trois premiers groupes mondiaux. Ses produits servent de nombreux marchés, parmi lesquels l'énergie et l'environnement, l'automobile et l'aéronautique, l'électricité et l'électronique. Le site de Salindres emploie environ une centaine de personnes. En mettant en œuvre des réactions chimiques successives au sein de deux ateliers de production, FLORIN et PPFO, il synthétise des dérivés fluorés destinés aux marchés de l'électronique (écrans LCD, des batteries de voitures électriques, tablettes ou smartphones), de la pharmacie et de la protection des cultures.

Le site relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et, au regard des activités exercées et des produits mis en œuvre, du statut SEVESO seuil haut. L'établissement est régulièrement autorisé et régi en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n°2013-41 du 26 juillet 2013 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- utilisation des fluides frigorigènes fluorés (FFF) dans les groupes froids et équipements climatiques du site
- plan d'actions en situation de sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au sous-préfet d'Alès; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer, conformément au code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé, conformément aux articles L.171-7, L.171-8, L.521-17 et L.521-18 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Système de détection de fuites	Règlement européen n°517/2014, article 5 Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription produits chimiques	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Attestation d'aptitude	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-106	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement sous la rubrique 1185-2-a	Code de l'environnement du 25/03/2022, article R.512-47	/	Sans objet
2	Attestation de capacité	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-78	/	Sans objet
4	Interdiction d'utilisation des CFC	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R. 543-93	/	Sans objet
5	Interdiction d'utilisation des HCFC	Règlement européen du 16/09/2009, article 5	/	Sans objet
6	Contrôle d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Fiches d'intervention (carnet d'entretien)	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-82	/	Sans objet
9	Vignettes	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79-1	/	Sans objet
10	Étiquetage des équipements	Règlement européen du 16/04/2014, article 12	/	Sans objet
11	Etiquetage	Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 7.5.2	/	Sans objet
12	Plan d'actions en situation de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 19/08/2019, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté plus particulièrement sur le respect du code de l'environnement et de sarrêts ministériels encadrant l'utilisation des fluides frigorigènes fluorés (FFF) dans les groupes froids et équipements climatiques du site, ainsi que les dispositions relatives aux détenteurs et aux opérateurs sur les fluides frigorigènes.

Elle a notamment permis de vérifier que l'entreprise ne manipule des fluides de type HCFC (interdits depuis début 2015) et ne comporte aucun équipement contenant des CFC.

Le principal équipement du site mettant en oeuvre les fluides frigorigènes fluorés est un groupe froid qui doit être mis en conformité pour se doter d'un système permanent de détection de fuite au regard de sa capacité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement sous la rubrique 1185-2-a

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/03/2022, article R.512-47
Thème(s) : Produits chimiques, Rubrique de la nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art. R. 512-47 du code de l'environnement : rubrique 1185 de la nomenclature Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg Régime : DC
Constats : L'exploitant a recensé sur son établissement les climatisations de capacité unitaire supérieure à 2 kg, ainsi que le groupe froid pour un total de 744,6 kg. L'arrêté préfectoral recense au titre de la rubrique 1185-2a une quantité de 700 kg correspondante au seul groupe froid. Il n'y a toutefois aucune incidence sur le classement administratif du site au titre de la rubrique 1185.
Observations : Une mise à jour de la rubrique, incluant les climatisations de capacité unitaire supérieure à 2 kg, doit donc être effectuée sous la forme d'un porter à connaissance en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Attestation de capacité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-78
Thème(s) : Produits chimiques, FFF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99.
Constats : Les attestations de capacités valides des opérateurs intervenants sur les équipements mettant en œuvre des fluides frigorigènes fluorés ont bien été présentées. L'exploitant travaille de manière principale avec 2 sociétés : -ACTEMIUM (AMCR) pour les climatisations : attestation de capacité (catégorie I) n°16158 valide jusqu'au 20/07/2024 ; -JOHNSON CONTROLS INDUSTRIES pour le groupe froid : attestation de capacité n°160560 (catégorie I) valide jusqu'au 30 juin 2024 En 2021, une autre société est également intervenue ponctuellement sur le groupe froid : -AXIMA Réfrigération France sur le groupe froid : attestation de capacité n°12163 (catégorie I) valide jusqu'au 4 février 2024
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Attestation d'aptitude

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-106
Thème(s) : Produits chimiques, FFF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'opérateur satisfait aux conditions de capacité professionnelle lorsque les personnes qui procèdent sous sa responsabilité aux opérations décrites à l'article R.543-76 sont titulaires : 1° Soit d'une attestation d'aptitude, correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés, délivrée par un organisme certifié ; 2° Soit d'un certificat équivalant à l'attestation d'aptitude mentionnée au 1°, délivrée dans un État membre de l'Union européenne et correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés.
Constats : L'opérateur intervenant pour AXIMA a fait l'objet d'une attestation d'aptitude délivrée par l'APAVE. Les 3 opérateurs de Johnson disposent d'une attestation d'aptitude délivrée par l'AFPA. Pour l'opérateur intervenant pour ACTEMIUM AMCR seule une attestation de présence à la formation délivrée par l'organisme CLIMLAB a été présentée. L'exploitant doit se procurer l'attestation d'aptitude correspondante et la transmettre à l'inspection dans un délai maximal d'un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Interdiction d'utilisation des CFC

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R. 543-93
Thème(s) : Produits chimiques, FFF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute personne détenant des fluides frigorigènes de la catégorie des CFC, y compris ceux contenus dans des équipements, s'en défait au plus tard le 1er juillet 2016. Ces fluides sont récupérés conformément aux dispositions de la présente section. Le présent article ne s'applique pas aux CFC contenus dans des équipements à circuit hermétique ne présentant aucun orifice permettant de les recharger en fluide frigorigène.
Constats : Aucun équipement contenant des CFC n'est recensé sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Interdiction d'utilisation des HCFC

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/09/2009, article 5
Thème(s) : Produits chimiques, FFF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1. La mise sur le marché et l'utilisation de substances réglementées est interdite.
Constats : Une seule climatisation met un œuvre un fluide de type HCFC (R22), d'une capacité unitaire inférieure à 2 kg. L'exploitant déclare qu'aucun rechargement, ni intervention avec manipulation de fluide sur cet appareil n'a été effectuée depuis 2015. Les registres de maintenance sur le logiciel SAP ne font seulement état que d'opérations périodiques de nettoyage. L'exploitant prévoit de remplacer prochainement (courant année 2023) cet équipement. Il y a lieu de rappeler à l'exploitant, en cas d'arrêt de cet équipement au R22, que le fluide devra être récupéré et envoyé en destruction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contrôle d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Produits chimiques, FFF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 4 : Périodicité des contrôles d'étanchéité
Constats : Les équipements suivants ont été regardés par sondage : 1. Groupe Froid 61-C22300 (gaz R507) du PPFO : cet équipement présente une charge supérieure à 500t éq CO2 (2789,5 t). Des contrôles d'étanchéité sont réalisés tous les 3 mois. Selon les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016, le contrôle d'étanchéité périodique réglementaire doit être réalisé tous les 6 mois au maximum. Toutefois, cet équipement a l'obligation de disposer d'un système permanent de détection de fuites (cf. point de contrôle suivant). Cet équipement a fait l'objet de 3 interventions de réparation entre août 2021 et janvier 2022 pour des fuites, suivies de contrôles d'étanchéité après réparation. Ces interventions ont bien fait l'objet de déclaration au préfet du Gard. Les émissions associées ont bien été déclarées dans GEREP. 2. Climatisations : *SLY26 (R410A) présentant une charge de 7,73 t eq CO2 contrôlée le 2 mars 2022 selon une fréquence annuelle *SLY27 (R410A) présentant une charge de 10,44 t eq CO2 contrôlée le 2 mars 2022 selon une fréquence annuelle *SLY37 (R407C) présentant une charge de 20,93 t eq CO2 contrôlée le 2 mars 2022 selon une fréquence annuelle Les fréquences de contrôles des équipements vus par sondage sont conformes aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016.
Observations : Au regard des fuites répétées et rapprochées enregistrées au second semestre 2021 sur le groupe froid, il est demandé à l'exploitant de produire une analyse détaillée des causes et de proposer un plan d'actions correctives pour les traiter et prévenir l'occurrence de ces fuites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Système de détection de fuites

Référence réglementaire : Règlement européen n°517/2014 du 16/04/2014, article 5 et arrêté ministériel du 29/02/2016, article 3
Thème(s) : Produits chimiques, FFF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 5 du règlement (CE) n°517/2014 : Les exploitants des équipements énumérés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection de fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien. Article 3 AM du 29/02/2016 : Système permanent de détection de fuite
Constats : Le groupe froid présentant une capacité unitaire supérieure à 500 t éqCO2 n'est pas équipé d'un système permanent de détection de fuite répondant aux exigences du I et II de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016. L'exploitant ne justifie pas non plus mettre en oeuvre les dispositions alternatives prévues au III de l'article 3 de l'arrêté ministériel précité. Hors contrôles d'étanchéité, les fuites de cet équipement ont été détectées par les opérateurs de production sur la base de suivi de paramètres de production. L'exploitant doit se mettre en conformité en se dotant, pour ce groupe froid, d'un système permanent de détection de fuite répondant aux exigences du I ou par exception du II ou du III de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription produits chimiques
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Fiches d'intervention

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-82
Thème(s) : Produits chimiques, FFF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe le contenu et précise les conditions d'élaboration et de détention de la fiche d'intervention mentionnée ci-dessus. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux opérations de récupération de fluides frigorigènes effectuées sur les équipements hors d'usage soumis aux dispositions des articles R. 543-156 à R. 543-165 ou aux dispositions des articles R. 543-179 à R. 543-206.
Constats : Les fiches d'intervention pour les équipements contrôlés par sondage ont bien été présentées et sont basés sur le CERFA15497*02.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Vignettes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79-1
Thème(s) : Produits chimiques, FFF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : À compter du 1er juillet 2016, le contrôle d'étanchéité des équipements est attesté par l'apposition d'une marque de contrôle. Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement et que leur réparation ne peut être faite immédiatement, il est apposé sur l'équipement une marque dite de défaut d'étanchéité. Ces deux marques et les conditions de leur apposition sont définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement (Art. 6 et 7 de l'AM du 29/02/2016).
Constats : Les vignettes conformes ont pu être visualisées lors de la visite sur les équipements suivants : -groupe froid 61C22300 - climatisations SLY 26, SLY 27 et SLY 37.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Étiquetage des équipements

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 12
Thème(s) : Produits chimiques, FFF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 3.c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO ₂ , de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz
Constats : Les étiquettes comprenant l'ensemble des informations exigées ont pu être visualisées lors de la visite sur les équipements suivants : -groupe froid 61C22300 - climatisations SLY 26, SLY 27 et SLY 37. Les données relevées sont cohérentes avec la liste des équipements établie par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 7.5.2
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.
Constats : Les étiquetages comportant la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation ont été observées pour les stockages d'oléum, d'acide fluorhydrique et d'ammoniac.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Plan d'actions en situation de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2019, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les mesures d'économie d'eau lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchées par le préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement.</p> <p>Constats : Le prélèvement de la plateforme à partir duquel s'alimente le site de Rhodia est réalisé au niveau de la Cèze à 9 km de la plateforme de Salindres par la GIE Chimie. Il est situé sur la zone de la Cèze amont en situation d'alerte depuis le 16 juin et en crise depuis le 3 août. Dès le passage en alerte puis en alerte renforcée l'exploitant a diffusé une information et mis en œuvre les mesures prises qui correspondent aux dispositions de l'arrêté préfectoral, en particulier, les actions techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limitation puis interdiction des arrosages, - limitation des opérations de nettoyage, - suivi quotidien des prélèvements d'eau, - limitation des purges de tours aéroréfrigérantes (TAR). <p>En outre, depuis le passage en crise ces actions ont été maintenues et les installations ne fonctionnent pas au maximum de leur capacité. L'emploi des purges de TAR pour l'alimentation de la colonne de lavage des effluents, normalement prévue en situation de crise n'a toutefois pas pu être mis en œuvre pour des raisons techniques, cette source étant trop intermittente pour assurer une bonne fonctionnalité de cette colonne de lavage qui participe par ailleurs à la maîtrise des émissions atmosphériques.</p> <p>Ces actions ont permis de réduire les consommations bien en deçà de l'objectif de 50 % du prélèvement normalement autorisé (moins de 200 m3/j au mois d'août pour un niveau autorisé à 1000 m3/j).</p> <p>Observations : A la fin de l'épisode en cours et conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 19 août 2019, un bilan complet du retour d'expérience de la période estivale est attendu. En particulier, l'exploitant proposera les actions qu'il envisage pour poursuivre la réduction pérenne de la consommation d'eau à l'échelle de l'établissement, et mettra à jour les actions techniques de réduction des consommations qui ne s'avèrent pas pertinentes sur la base du retour d'expérience.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet



Affaire suivie par Bruno Amat
Chef de bureau
bruno.amat@gard.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N ° du

mettant en demeure la société RHODIA OPÉRATIONS de mettre en place un système permanent de détection de fuite de fluide frigorigène sur un équipement contenant plus de 500 tonnes équivalent CO₂ de fluide sur le site qu'elle exploite sur la commune de Salindres

La préfète du Gard
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le règlement n°517/2014 du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006, et notamment son article 5 ;
- Vu** le titre VII du livre Ier du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment ses articles L.521-17 et L.521-18 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés, et notamment son article 3 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 30-2022-07-11-00006 du 11 juillet 2022 donnant délégation de signature à M. Jean Rampon, sous-préfet d'Alès ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2013-41 du 26 juillet 2013 actualisant les prescriptions techniques que doit respecter la société RHODIA OPÉRATIONS pour l'exploitation de ses installations industrielles sur son site de Salindres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-20 du 4 juillet 2014 modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2013 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2017-30 du 20 novembre 2017 modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2013 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-24 du 19 août 2019 à l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2013 ;
- Vu** la visite d'inspection réalisée le 25 août 2022 et le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 août 2022 ;
- Vu** le rapport et le projet d'arrêté porté le à la connaissance de l'exploitant ;
- Vu** les observations/l'absence d'observation présentées en date du par l'exploitant sur ce projet d'arrêté ;

- Considérant** que l'établissement exploité par la société RHODIA OPÉRATIONS à Salindres relève du statut Seveso Seuil Haut et qu'elle exploite des équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés relevant de la rubrique 1185-2a de la nomenclature des installations classées;
- Considérant** que le site dispose notamment d'un groupe froid (réf. 61C22300) présentant une capacité unitaire de fluides frigorigènes fluorés supérieure à 500 tonnes équivalent CO₂ ;
- Considérant** que l'article 5 du règlement n°517/2014 du 16 avril 2014 susvisé stipule que « *Les exploitants des équipements énumérés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection de fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.* » ;
- Considérant** que le groupe froid (réf. 61C22300) correspond à un équipement énuméré à l'article 4, paragraphe 2, points a) du règlement susvisé (« équipements de réfrigération fixes ») ;
- Considérant** que l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 susvisé précise la nature du système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 ;
- Considérant** que lors de la visite du 25 août 2022, l'inspection des installations classées a constaté que le groupe froid (réf. 61C22300) ne dispose pas d'un système permanent de détection de fuite répondant aux exigences de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 susvisé en vue de respecter l'article 5 du règlement n°517/2014 du 16 avril 2014 susvisé ;
- Considérant** que cette situation est susceptible de porter atteinte à l'environnement puisque le système permanent de détection de fuite permet de limiter, par une détection et une alerte donnée au plus tôt, tout rejet accidentel (fuites) de gaz à effet de serre fluorés. Il est en effet établi que ces gaz appauvrissent la couche d'ozone et participent au changement climatique ;
- Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 5 du règlement n°517/2014 du 16 avril 2014 susvisé et de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 susvisé ;
- Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.521-17 du code de l'environnement en mettant en demeure la société RHODIA OPÉRATIONS de respecter pour son site de Salindres, les prescriptions des articles 5 du règlement n°517/2014 du 16 avril 2014 susvisé et de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 susvisé

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du sous-préfet d'Alès ,

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure

La société RHODIA OPÉRATIONS, dont le siège social est situé au 9 Rue des Cuirassiers Immeuble Silex 2 Solvay 69003 LYON, est mise en demeure de respecter, **dans un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de respecter les prescriptions de l'article 5 du règlement n°517/2014 du 16 avril 2014 susvisé et de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 susvisé (Système permanent de détection de fuite des équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures à 500 tonnes équivalent CO₂) pour le groupe froid (réf. 61C22300) qu'elle exploite sur son site de Salindres.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.521-18 du code de l'environnement.

Article 3 - Délai et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nîmes soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Article 4 – Notification et Exécution

Le sous-préfet d'Alès, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie - unité inter-départementale Gard-Lozère, le maire de Salindres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société RHODIA Opérations en recommandé avec accusé de réception.

La préfète,
Pour la préfète, et par délégation,
Le sous-préfet

Jean Rampon